



## Compte-rendu

Le 18/12/2023

**Réunion CCSPL 27/11/2023**

### Présents :

M. Lalizou – UFC que choisir  
Mme Feyfant Le Tensorer – UFC que choisir  
Mme Villot-Henriques Dias – Directrice territoriale Enedis  
M. Goigoux – Interlocuteur privilégié SDE 24 Enedis  
M. Marty – Vice-Président SDE 24  
M. Buffière – Vice-Président SDE 24  
M. Mattera – Vice-Président SDE 24  
Mme Boulleveau – Directrice générale SDE 24  
Mme Lachaud – Directrice de l'innovation et de l'action énergétique SDE 24  
M. Aubin – Directeur des travaux et de la régie 24 Eclairage Public et Maintenances SDE 24  
Mme Petit – Chargée de la stratégie et du contrôle des concessions SDE 24

**Ce compte-rendu retrace principalement les sujets d'échanges abordés lors de la réunion et n'a pas vocation à reprendre la totalité de la présentation en pj.**

### 1/ Présentation du CRAC de distribution publique d'électricité

Il est rappelé que le contrat de concession qui lie le SDE 24 et le concessionnaire Enedis et EDF a pour objet le **développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité**. La fourniture d'électricité est gérée par les fournisseurs (EDF, Total Energie, ENGIE...). Le contrat de concession couvre une partie de la fourniture d'énergie dite au tarif réglementé de vente confiée à EDF. A date, 94 fournisseurs d'électricité présents sur le territoire de la Dordogne proposent uniquement des offres de marché.

Enedis est rémunéré par le TURPE (Tarif d'utilisation du réseau public d'électricité) qui représente 90% de ses recettes. Le TURPE est fixé par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en accord avec les orientations de politique énergétique définies par le Gouvernement. Ce tarif est unique sur l'ensemble du territoire national (principe de « péréquation tarifaire »), conformément au principe d'égalité de traitement inscrit dans le Code de l'énergie, et garantit une cohésion sociale et territoriale. En 2022, les recettes d'acheminement diminuent en lien avec la réduction des consommations de 6,2% dues aux gestes de sobriété des usagers et à un hiver plus doux.



**La production d'énergie renouvelable** est en constante augmentation avec une accélération marquée en 2020. La production d'ENR est une production majoritairement photovoltaïque (80,6%) de petites puissances (< 36 kVA). A noter que sur le département aucune éolienne n'est présente. Le territoire de la Dordogne est peu propice au développement de ces infrastructures actuellement avec une dispersion de l'habitat et des espaces boisés très importants (taux de boisement de 44%). Il est fait également mention que les citoyens ne sont pas favorables à l'implantation d'éolienne.

La petite hydraulique (au fil de l'eau) raccordée sur le réseau de distribution n'évolue pas en termes de puissance installée mais la production a légèrement diminué en 2022, qui peut s'expliquer par la diminution hydrique des cours d'eau sur la période estivale.

**La qualité de l'électricité distribuée** est mesurée par le temps de coupure des usagers appelé « critère B ». Ce critère est décomposé par siège de coupure (incidents/travaux sur les 3 types de réseaux BT, HTA, RTE...) et couvre également les coupures liées aux événements exceptionnels (tempête, grêle...). La qualification des événements exceptionnels se fait au niveau national et repose d'une part sur la probabilité que l'événement survienne et d'autre part sur le nombre de clients coupés. Une des missions d'Enedis est de maintenir le réseau performant et moderne afin de pouvoir dépanner les clients coupés le plus rapidement possible. Lors de coupures supérieures à 4/5h pour travaux, la mise en place de groupe électrogène est possible et diminue de fait le critère B.

La pose **des compteurs linky** entame sa dernière ligne droite avec une fin prévue fin 2024. Ce compteur permet au fournisseur de proposer un suivi heure par heure des consommations des logements. Pour les personnes précaires le fournisseur EDF propose un suivi en temps réel des consommations afin d'identifier et d'ajuster sa consommation.

## 2/ Présentation du schéma directeur des infrastructures de recharge des véhicules électriques (IRVE)

**L'électrification de la mobilité** est un des leviers de diminution des émissions de gaz à effet de serre puisque 40% de l'énergie finale consommée en Dordogne est issue de produits pétroliers. L'augmentation de la mobilité électrique augmentera dans les années à venir mécaniquement la consommation d'électricité pour atteindre en 2035 6% de la consommation électrique actuelle d'où l'importance de développer en parallèle des moyens de production d'électricité renouvelable.

Afin d'optimiser les investissements dans ces infrastructures et couvrir de manière homogène le territoire de la Dordogne, le déploiement des bornes de recharge électrique doit faire l'objet de **concertation avec les acteurs privés** qui en installent également notamment dans la perspective des obligations légales de la loi d'accélération des énergies renouvelables (loi APER de mars 2023).

L'une des inquiétudes exprimées est liée à la mise en place de **filière de recyclage des batteries** pour limiter l'impact sur les ressources en métaux. Avec l'augmentation du nombre de voitures électriques, des filières de recyclage se développent et améliorent les processus de traitement en proposant des solutions de recyclage pour être au rendez-vous de la fin de la commercialisation des voitures thermiques en 2035. De plus, les batteries qui ne sont plus utilisées pour les véhicules électriques peuvent l'être en stock pour le réseau.

La **supervision** de recharge installées par le SDE24 est assurée via un marché groupé Mobive. Il s'agit de nouveaux métiers nécessitant des compétences multiples avec un manque évident de formation adapté aux métiers de la transition énergétique.



L'alimentation électrique des bornes de recharges est fournie via le groupement d'achat d'énergie coordonnée par le syndicat d'énergie de la Gironde et est issue d'une **production d'énergie renouvelable**.

### 3/ Bilan d'activité de la régie 24 éclairage public et maintenances.

Aujourd'hui la totalité des communes de la Dordogne ont transféré leur compétence éclairage public au SDE 24 hormis Périgueux qui a sa propre régie. Il est rappelé que le territoire compte 81 400 points lumineux entretenus par la Régie 24 éclairage public et maintenances.

Les pannes sur le réseau d'éclairage public sont signalées par les communes qui ont accès au logiciel Candela.

Le réseau d'éclairage public de la Dordogne est un réseau moderne qui offre la possibilité aux communes de choisir **plusieurs options d'éclairage** avec des horaires d'allumage variables (permanent avec diminution de la puissance d'éclairement en cœur de nuit, extinction suivant un des 8 codes temps proposés en fonction de la fréquentation et de la typologie de voies éclairées...).

Le coût de l'énergie lié à l'éclairage public est important dans le budget des communes et les possibilités de modulations des horaires d'allumage et d'extinction associées aux baisses de puissance des nouveaux luminaires en LED génèrent **des économies énergétiques et financières aux communes**.

Néanmoins, il est rappelé que ces choix sont pris au regard **des aspects sécuritaires des citoyens** (pouvoir de police des maires) et font l'objet de communication (affichages, journal municipal, réseaux sociaux, réunions...) auprès des habitants afin de les sensibiliser et permettre une meilleure acceptation.

Chargée de la stratégie et du contrôle des concessions  
**Charlotte PETIT**

*Petit*